Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2024

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Nathalie Rhéaume, suis responsable de la préparation du Rapport financier de Ville de Mont-Royal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

Signature *Nathalie Rhéaume*

Date 11 juin 2025

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	3
État de la situation financière	4
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	5
État des flux de trésorerie	6
Notes complémentaires aux états financiers	7
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	30
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	31
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	32
Charges par objets	33
Excédent (déficit) accumulé	34
Avantages sociaux futurs	38

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	46
Analyse des charges	58

RAPPORT

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux membres du conseil municipal de la
Ville de Mont-Royal

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Ville de Mont-Royal (« la Ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2024 et les états des résultats, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Mont-Royal au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Mont-Royal inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

RAPPORT

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

¹ CPA auditeur, permis de comptabilité publique N° 140282

Brossard, Québec, 11 juin 2025

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1	106 181 590	106 857 799	99 440 834
Compensations tenant lieu de taxes	2	742 210	682 149	669 998
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 837 200	2 987 729	4 121 558
Services rendus	5	3 179 400	2 868 033	3 227 742
Imposition de droits	6	9 753 600	12 129 836	14 092 846
Amendes et pénalités	7	520 000	711 018	556 545
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	2 226 000	3 419 334	2 989 231
Autres revenus	10	13 800	11 818	119 297
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	124 453 800	129 667 716	125 218 051
Charges				
Administration générale	14	24 428 300	26 089 481	23 610 925
Sécurité publique	15	30 550 600	30 346 214	30 377 324
Transport	16	27 425 660	29 934 577	29 376 336
Hygiène du milieu	17	14 492 665	14 340 437	13 383 090
Santé et bien-être	18	1 774 900	1 687 745	1 500 333
Aménagement, urbanisme et développement	19	3 100 400	2 785 412	2 829 800
Loisirs et culture	20	22 200 975	21 947 726	21 155 174
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	2 067 500	1 934 035	1 679 580
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	126 041 000	129 065 627	123 912 562
Excédent (déficit) lié aux activités	25	(1 587 200)	602 089	1 305 489
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		121 421 678	120 116 189
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		121 421 678	120 116 189
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		122 023 767	121 421 678

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	38 566 747	34 382 408
Débiteurs (note 5)	2	18 882 087	17 390 360
Prêts (note 6)	3	10 000	12 500
Placements de portefeuille (note 7)	4	67 032	73 249
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	57 525 866	51 858 517
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	19 016 468	15 410 367
Revenus reportés (note 11)	12	693 410	417 674
Dette à long terme (note 12)	13	57 786 201	51 143 045
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	371 000	311 000
Autres passifs (note 14)	15	2 460 964	2 377 743
	16	80 328 043	69 659 829
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(22 802 177)	(17 801 312)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	143 915 670	138 396 270
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	910 274	806 317
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22		20 403
	23	144 825 944	139 222 990
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	122 023 767	121 421 678
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	122 023 767	121 421 678
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	122 023 767	121 421 678
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	(1 587 200)	602 089	1 305 489
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)	(13 290 004)	(14 874 924)
Produit de cession	3			242 500
Amortissement	4		7 770 604	7 569 920
(Gain) perte sur cession	5			995 682
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(5 519 400)	(6 066 822)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		(103 957)	(39 095)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		20 403	24 574
	13		(83 554)	(14 521)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			(2)
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(1 587 200)	(5 000 865)	(4 775 856)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(17 801 312)	(13 025 456)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(17 801 312)	(13 025 456)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(22 802 177)	(17 801 312)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	602 089	1 305 489
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	7 770 604	7 569 920
Autres			
▪ (Gain) perte sur disposition	3.1		995 681
▪ Ajustement solde antérieur	3.2		(1)
	4	8 372 693	9 871 089
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(1 491 727)	(2 677 689)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	3 689 322	8 768 128
Revenus reportés	8	275 736	(975 557)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9	60 000	(336 000)
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11	(103 957)	(39 095)
Autres actifs non financiers	12	20 403	24 574
	13	10 822 470	14 635 450
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(13 290 004)	(14 874 924)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15		242 500
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(13 290 004)	(14 632 424)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	()	()
Remboursement ou cession	20	8 717	(14 937)
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	()	()
Cession	22		
	23	8 717	(14 937)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	12 319 800	7 863 000
Remboursement de la dette à long terme	25	(5 531 800)	(4 111 000)
Variation nette des emprunts temporaires	26		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(144 844)	64 649
Autres			
▪ Ajustement	28.1		
	29	6 643 156	3 816 649
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	4 184 339	3 804 738
Solde déjà établi	31	34 382 408	30 577 670
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	34 382 408	30 577 670
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	38 566 747	34 382 408

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Mont-Royal (la Ville) est un organisme municipal créé le 1er janvier 2006, en vertu du décret 1075-2005 daté du 9 novembre 2005 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations L.R.Q., c. E-20.001*, date à laquelle les actifs, les passifs et les surplus sont partagés avec la Ville de Montréal. La Ville demeurera liée avec les municipalités reconstituées ainsi que la Ville de Montréal résiduelle par l'intermédiaire de l'agglomération de Montréal.

2. Principales méthodes comptables

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Les états financiers contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des passifs, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice, les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs et les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024****C) Actifs financiers**

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état des résultats qu'au moment de sa réalisation.

Prêts

Lors de l'évaluation initiale, les prêts sont évalués au coût (lequel correspond généralement au montant de trésorerie transféré), à l'exception des prêts assortis de conditions avantageuses importantes. Lorsque les conditions du prêt sont avantageuses à un point tel que, en substance, une partie ou la totalité de l'opération s'apparente davantage à une subvention qu'à un prêt, l'élément subvention de l'opération est constaté à titre de charges à l'état des résultats au moment de l'attribution du prêt.

Des provisions pour moins-value sont constituées pour désigner les prêts au plus faible du coût et de la valeur nette de recouvrement et traduisent, en conséquence, le degré de recouvrabilité et le risque de perte. L'évaluation peut être effectuée prêt par prêt ou pour une catégorie donnée de prêts. Les provisions pour moins-value sont déterminées à l'aide des meilleures estimations possible, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de préparation des états financiers. Lorsqu'un prêt a été provisionné pour moins-value, en totalité ou en partie, et que le recouvrement du prêt est considéré par la suite comme probable, la provision pour moins-value constituée à l'égard du prêt peut être réduite.

D) Passifs**Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis sur la durée des emprunts correspondants selon la méthode de l'amortissement linéaire.

Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des constatations foncières et à des constatations de codifications prévues en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

Revenus reportés

Les revenus de loisir sont constatés lorsque les services sont rendus conformément aux conditions des accords.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les revenus de Fonds de parc et terrains de jeux sont enregistrés dans l'exercice au cours duquel ils sont utilisés aux fins prescrites.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par la Ville en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. La Ville comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

Passif au titre des sites contaminés

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité de la Ville ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, pour lesquelles il existe une norme environnementale et que la contamination dépasse celle-ci, sont comptabilisées à titre de passif relatif aux frais d'assainissement des sites contaminés dès que la contamination survient ou que la Ville en est informée, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause. Le passif comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés ainsi que les coûts afférents à la maintenance et à la surveillance après assainissement, le cas échéant. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation. Les immobilisations en cours de réalisation ne sont pas amorties. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes:

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Infrastructures: 10 à 40 ans
 Bâtiments: 25 et 40 ans
 Améliorations locatives: 15 ans
 Véhicule: 5 à 20 ans
 Ameublement et équipement de bureau: 5 et 10 ans
 Machinerie, outillage et équipement: 5 à 20 ans
 Autres: 1 et 10 ans

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Stocks

Les stocks de fournitures sont évalués au coût. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Éléments incorporels

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

F) Revenus

Constatation des revenus

- Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial;
- Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement;
- Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications du rôle d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur;
- Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;
- Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lorsque la Ville a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques et lorsqu'elles relèvent d'un évènement passé qui est à l'origine d'un actif, c'est-à-dire que la créance est exécutoire;

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal;
- Les revenus de placements de portefeuille et les autres revenus d'intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé;
- Les revenus de transferts sont constatés à l'état des résultats lors de l'enregistrement des charges et des coûts d'immobilisations auxquels ils se rapportent, dans la mesure où ils ont été autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité sont atteints, sauf si les stipulations dont sont assortis les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est inscrit dans les revenus reportés et est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux (RREM) auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées. Il en est de même pour le régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM).

Le régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités (RPSMCM) auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 ("la Loi"). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2024 selon la méthode suivante : valeur lissée de l'actif sur une période de 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales :

- Mesure d'allègement fiscal liée aux écarts de constatation avec la norme comptable relative aux obligations liées à la mise hors service des immobilisations : Amortissement sur une période de 8 ans à 40 ans à compter de 2024.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les prêts, les placements de portefeuille autres que ceux constitués de fonds communs cotés sur un marché actif, et les autres créances à recevoir sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'emprunt, les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux à payer et de la provision pour contestation d'évaluation, des intérêts courus à payer et des dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Toutefois, lors de la comptabilisation initiale des éléments classés dans les instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transaction sont passés en charge.

J) Autres éléments

S.O.

3. Modification de méthodes comptables

Le 1er janvier 2024, la Ville a adopté les normes suivantes :

Adoption initiale - Chapitre SP 3400, Revenus

Cette norme fournit des indications pour la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des revenus qui ne sont pas traités par une autre norme comptable. Elle vient également faire la distinction entre les revenus provenant d'opérations avec obligations de prestation (nommées opérations avec contrepartie) et les revenus provenant d'opérations qui ne comprennent pas d'obligations de prestation (nommées opérations sans contrepartie).

L'adoption de ce chapitre n'a entraîné aucune incidence significative sur les résultats, ni sur la situation financière de la Ville.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Adoption initiale - Chapitre SP 3160, Partenariats public-privé

Cette norme fournit des indications sur la comptabilisation, l'évaluation et la présentation d'une infrastructure acquise par le gouvernement sous la forme d'un partenariat public-privé (PPP), soit un partenariat entre une entité gouvernementale et le partenaire du secteur privé. Notamment, elle identifie ce qui constitue un élément d'infrastructure réalisé en PPP et précise qu'un actif et un passif doivent être comptabilisés lorsque la Ville en obtient le contrôle.

L'adoption de ce chapitre n'a entraîné aucun impact sur les résultats, ni sur la situation financière puisque la Ville ne détient pas de partenariats public-privé.

Adoption initiale - Note d'orientation NOSP-8, Éléments incorporels achetés

Cette note d'orientation traite de la définition d'un élément incorporel acheté. Dorénavant, la norme indique que ces éléments incorporels achetés doivent être comptabilisés s'ils répondent à la définition d'un actif.

Ce changement n'a entraîné aucun impact sur les états financiers de la Ville puisqu'il ne détient pas d'éléments incorporels achetés.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	38 566 747	34 382 408
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments	3.1		
▪			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	38 566 747	34 382 408
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	38 566 747	34 382 408
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	4 816 034	5 960 186
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		

Note

Fonds de roulement : 2 047 771 \$ (2 179 158 \$ en 2023)

Fonds de parcs et terrains de jeux : 540 398 \$ (235 720 \$ en 2023)

Réserve financière - Assurance : 225 020 \$ (275 020 \$ en 2023)

Réserve financière - Élection : 220 000 \$ (220 000 \$ en 2023)

Réserve financière - Remboursement de la dette à long terme : 1 575 464 \$ (3 043 825 \$ en 2023)

Réserve financière - Fonds de prévoyance passerelle RM : 98 315 \$ (0 \$ en 2023)

Solde disponible des règlements d'emprunt fermés : 109 066 \$ (6 463 \$ en 2023)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	6 552 791	6 123 267
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	8 475 484	8 070 432
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	3 174 498	2 850 323
Organismes municipaux	13		
Autres			
▪ Avances, amendes, facturations diverses	14.1	679 314	346 338
	15	18 882 087	17 390 360
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	3 866 772	2 802 380
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	3 866 772	2 802 380
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	100 000	33 000
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	4 760 620	4 984 356
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	2 003 215	1 255 763
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24		
Ministère de la Culture et des Communications	25	548 167	1 145 450
Autres ministères/organismes	26	1 163 482	684 863
	27	8 475 484	8 070 432

Note**6. Prêts**

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪ Prêt Club de curling VMR	30.1	10 000	12 500
	31	10 000	12 500
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

Prêt accordé au Club de curling de Mont-Royal, sans intérêt, remboursable sur une période de 10 ans, échéant en 2026.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

7. Placements de portefeuille

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33	67 032	73 249
Autres placements	34		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37	67 032	73 249
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note

Le placement à titre d'investissement représente la quote-part de la Ville dans le fonds de garantie de franchise collective d'assurances de l'Union des municipalités du Québec.

8. Autres actifs financiers

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
	42		

Note**9. Emprunts temporaires****10. Crédoeurs et charges à payer**

		2024	2023
Fournisseurs	43	6 793 747	4 826 182
Salaires et avantages sociaux	44	2 870 978	3 646 734
Dépôts et retenues de garantie	45	4 144 375	3 934 048
Provision pour contestations d'évaluation	46	1 141 000	635 000
Autres			
▪ Intérêts courus sur la dette	47.1	542 368	398 203
▪ Provision pour réclamations et provision pour avantages sociaux	47.2	3 524 000	1 970 200
	48	19 016 468	15 410 367

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49		
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪	54.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	540 398	235 720
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Revenus des loisirs	62.1	153 012	181 954
	63	693 410	417 674

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,15	4,90	2025	2030	64	58 232 000	51 444 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	58 232 000	51 444 000
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(445 799)	(300 955)
					72	57 786 201	51 143 045

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2025	73	3 010 000			3 010 000
2026	74	2 931 000			2 931 000
2027	75	2 848 000			2 848 000
2028	76	2 929 000			2 929 000
2029	77	2 828 000			2 828 000
2030 et plus	78	43 686 000			43 686 000
	79	58 232 000			58 232 000
Intérêts et frais accessoires	80	()	()	()	
	81	58 232 000			58 232 000

Note

13. Avantages sociaux futurs

	2024	2023	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	1 135 000	1 239 000
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	(1 506 000)	(1 550 000)
	84	(371 000)	(311 000)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	1 936 000	1 342 000
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	29 000	32 000
Régimes à cotisations déterminées	87		
Autres régimes (REER et autres)	88		
Régimes de retraite des élus municipaux	89	44 368	45 822
	90	2 009 368	1 419 822

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

14. Autres passifs

		2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	2 460 964	2 377 743
Autres			
▪	93.1		
	94	2 460 964	2 377 743
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	2 377 743	
Passifs engagés	96		2 297 336
Passifs réglés	97	()	()
Charge de désactualisation ¹	98	83 221	80 407
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	2 460 964	2 377 743

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de la Ville concernent principalement le désamiantage des bâtiments suivants : L'hôtel de Ville, le centre récréatif, la caserne et les bureaux administratifs situés au 10-20 Roosevelt, le chalet de la piscine municipale, le club de curling, la bibliothèque municipale, le chalet du parc Connaught, le chalet du par Mohawk, les ateliers, le garage et les bureaux administratifs situés au 180 Clyde et 210 Dunbar.

Évolution des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

	2024	2023
	Total	Total
Solde de début	2 377 743 \$	2 297 336 \$
Nouvelles obligations de mises hors services	- \$	- \$
Obligations réglées	- \$	- \$
Charge de désactualisation	83 221 \$	80 407 \$
Révision des estimations	- \$	- \$
Solde à la fin	2 460 964 \$	2 377 743 \$

Principales hypothèses utilisées

Le désamiantage des bâtiments dont l'échéancier des travaux est inconnu représente 100 % du passif total relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les principales hypothèses utilisées pour cette obligation sont les suivantes :

Taux d'actualisation, incluant l'inflation	2.67 %
Période d'actualisation*	De 8 à 40 ans
Taux d'inflation	2,00 %

* La période d'actualisation présentée tient compte de la durée estimative des travaux de mise hors service qui s'échelonne en général sur une période d'un an.

Les coûts estimés avant actualisation pour réaliser les activités de mise hors service au 31 décembre 2024 et inclus dans l'évaluation du passif s'élèvent à 4 227 949 \$ (4 227 949 \$ au 31 décembre 2023).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	21 426 177			21 426 177
Eaux usées	102	9 572 260			9 572 260
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	105 390 174	3 501 143		108 891 317
Autres					
▪ Système d'éclairage de rue	104.1	5 470 895	224 046		5 694 941
▪ Aménagement parcs et autres	104.2	23 216 534	82 504		23 299 038
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	45 098 581	238 847		45 337 428
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	11 395 068	999 024		12 394 092
Ameublement et équipement de bureau	109	12 547 375	867 116		13 414 491
Machinerie, outillage et équipement divers	110	9 169 848	592 019		9 761 867
Terrains	111	5 003 028			5 003 028
Autres	112	740 056			740 056
	113	249 029 996	6 504 699		255 534 695
Immobilisations en cours	114	23 737 003	6 785 305		30 522 308
	115	272 766 999	13 290 004		286 057 003
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	5 415 627	523 269		5 938 896
Eaux usées	117	3 742 890	225 989		3 968 879
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	63 173 099	2 933 125		66 106 224
Autres					
▪ Système d'éclairage de rue	119.1	4 497 461	99 024		4 596 485
▪ Aménagement parcs et autres	119.2	9 223 690	961 486		10 185 176
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	23 092 781	1 381 290		24 474 071
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	8 562 798	505 220		9 068 018
Ameublement et équipement de bureau	124	10 555 387	795 344		11 350 731
Machinerie, outillage et équipement divers	125	5 366 940	345 857		5 712 797
Autres	126	740 056			740 056
	127	134 370 729	7 770 604		142 141 333
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	138 396 270			143 915 670
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

	2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132	
Immeubles industriels municipaux	133	
Autres	134	
	135	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2024	2023
Frais payés d'avance		
▪ Assurances	143.1	4 625
▪ Formations	143.2	
▪ Renouvellement logiciel	143.3	14 698
▪ Télécommunication	143.4	1 080
Autres		
▪	144.1	
	145	20 403

Note**19. Obligations contractuelles**

La Ville s'est engagée, en vertu de contrats de construction, de services, de location de véhicules lourds, d'achat d'équipements et de fourniture de matériel, échéant à différentes dates jusqu'en 2029, à verser une somme totale de 27 371 122 \$. Les paiements minimums exigibles en vertu de ces contrats pour les prochains exercices s'établissent comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

2025 :	18 738 043 \$
2026 :	4 556 352 \$
2027 :	2 432 514 \$
2028 :	1 429 502 \$
2029 :	214 711 \$

20. Droits contractuels

La Ville a signé un bail de location avec un restaurateur pour l'utilisation des immeubles situés au 1275 chemin Dunkirk, aux fins d'y exploiter un restaurant-terrasse. Ce bail prévoit le versement de loyers pour un montant total de 740 471 \$ sur une période s'échelonnant jusqu'en 2033.

La Ville a signé un bail de location avec l'Atelier de menuiserie Nouveaux Horizons de Ville Mont-Royal pour l'utilisation d'un local situé au 210 Dunbar, aux fins d'y tenir un atelier de menuiserie. Ce bail prévoit le versement de loyers pour un montant total de 1 478 \$ sur une période s'échelonnant jusqu'en 2026.

La Ville a signé une entente avec la ville de Hampstead et la Ville de Montréal-Arrondissement Outremont pour les services de répartition des appels de la sécurité publique. Ces ententes prévoient le versement de loyers pour un montant de 311 614 \$ jusqu'en 2028.

La Ville a signé une convention de gestion avec le Club de Curling de Mont-Royal (le Club) pour l'administration du club de curling dont les installations sont situées au 5, avenue Montgomery. Cette convention de gestion prévoit le versement à la Ville, d'une partie des recettes du Club totalisant 10 908 \$ jusqu'en 2025.

La Ville a signé un bail avec la compagnie Kraft Canada inc. pour la location d'une portion du chemin Montview. Ce bail prévoit le versement de loyers pour un montant total de 44 553 \$ jusqu'en 2027.

La Ville a signé une entente avec la compagnie Communauto inc. pour la location de quatre espaces de stationnement extérieurs sur le terrain situé à l'Hôtel de Ville de Mont-Royal, au 90 avenue Roosevelt, aux fins d'offrir un service d'auto partage. Cette entente prévoit le versement de loyers pour un montant total de 4 415 \$ par année et les parties peuvent mettre fin à l'entente en tout temps avec un préavis de 60 jours.

La Ville a signé une entente de service avec la Ville de Montréal, arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, afin de permettre aux résidents du secteur Glenmount de bénéficier des services de sports, loisirs et bibliothèque de Ville de Mont-Royal aux mêmes conditions et tarifs que les résidents de Ville de Mont-Royal. En considération des services offerts par Ville de Mont-Royal aux résidents du secteur Glenmount, cette entente prévoit le versement, par la Ville de Montréal, d'un montant total de 310 433 \$ jusqu'en 2027.

Les revenus minimums à recevoir en vertu de ces baux, convention et ententes pour les prochains exercices s'établissent comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

2025 :	352 975 \$
2026 :	249 682 \$
2027 :	258 027 \$
2028 :	116 510 \$
2029 :	96 579 \$
2030 à 2033 :	350 099 \$

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

La Ville ne cautionne ni ne garantie aucune autre partie.

B) Auto-assurance

En matière d'assurance, la Ville couvre ses risques par un portefeuille d'assurances générales.

La Ville pourvoit par l'entremise d'une réserve aux couvertures du régime d'assurance vie applicable à certains employés retraités de Ville de Mont-Royal. La Ville a créé une réserve financière qui s'élève à 225 020 \$ au 31 décembre 2024 pour le financement de ce régime.

C) Poursuites

Au 31 décembre 2024, les réclamations en instance contre la Ville s'élèvent approximativement à 13 997 539 \$. Elles comprennent notamment des poursuites concernant des actions en dommages et intérêts. La Ville conteste ces réclamations et elle a établi des provisions au montant de 3 434 000 \$ à cet égard. Il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement de ces litiges. Cependant, les montants additionnels que la Ville pourrait, le cas échéant, devoir verser seront enregistrés dans les exercices au cours desquels ils se réaliseront.

Dans l'éventualité où il y aurait obligation d'acquitter ces réclamations, la Ville pourrait utiliser les ressources financières prévues à cette fin, soit : la provision pour réclamations, le montant porté dans son budget annuel de fonctionnement, les surplus non affectés, un règlement d'emprunt à cet effet ou une combinaison de ces diverses sources de financement.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S.O.

24. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

25. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

26. Instruments financiers**Gestion des risques liés aux instruments financiers**

Dans le cours normal de ses activités, la Ville est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Ville sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités), aux prêts, aux placements de portefeuille et aux autres créances à recevoir.

L'exposition maximale de la Ville au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque la Ville évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Ville ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Ville croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. La direction établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Il enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La balance chronologique des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

	2024	2023
Non en souffrance	6 501 119	1 203 627
En souffrance :		
moins de 30 jours	111 113	2 485 829
de 30 à 60 jours	500 843	438 684
plus de 60 jours	11 618 064	13 087 590
Sous-total	18 492 339	17 215 730
Intérêts et pénalités à recevoir sur les débiteurs	250 948	207 630
Moins la provision pour créances douteuses	(100 000)	(33 000)
	18 882 087	17 390 360

Les variations, au cours de l'exercice, du compte de provision pour créances douteuses s'établissent comme suit :

Solde au début	33 000
Provision comptabilisée aux résultats de l'exercice	93 234
Montants radiés	(26 234)
Montants recouvrés	0
Solde à la fin	100 000

La Ville est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Prêts

Le solde de 12 500 \$ des prêts, déduction faite de la provision pour moins-values, présenté à l'état de la situation financière correspond à l'exposition maximale au risque de crédit.

La Ville estime que les concentrations de risque de crédit relatives aux prêts sont minimales.

À la date de mise au point définitive des états financiers, une évaluation des prêts est effectuée en considérant, notamment, les tendances historiques des emprunteurs, les conditions actuelles et toute circonstance particulière connue à cette date. La provision pour moins-values est ajustée en conséquence, s'il y a lieu, pour traduire le degré de recouvrabilité et le risque de perte.

Placements de portefeuille

La Ville atténue son risque associé aux placements de portefeuille en respectant ses politiques en matière d'investissement et de placement établies dans le cadre des limites imposées par les lois municipales, lesquelles décrivent les paramètres et les limites de concentration du risque de crédit. Il s'assure notamment d'évaluer régulièrement la cote de crédit de ses contreparties et d'investir majoritairement dans des titres émis par des institutions financières réputées ou par des gouvernements fédéral, provinciaux ou municipaux.

Lorsqu'un placement de portefeuille subit une baisse de valeur durable, sa valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value, laquelle est imputée aux charges de l'exercice. La Ville considère que la qualité de crédit des placements de portefeuille qui ne sont ni en souffrance ni dépréciés est adéquate.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Ville éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Ville gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Ville établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit :

	2024				
	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Créditeurs et charges à payer	19 016 468	–	–	–	19 016 468
Dettes	2 862 747	8 431 051	5 302 403	41 190 000	57 786 201
Autres passifs	–	–	–	2 460 964	2 460 964
	21 879 215	8 431 051	5 302 403	43 650 964	79 263 633

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

					2023
	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Créditeurs et charges à payer	15 410 367	–	–	–	15 410 367
Dettes	3 772 841	6 911 154	4 491 050	35 968 000	51 143 045
Autres passifs	–	–	–	2 377 743	2 377 743
	19 183 208	6 911 154	4 491 050	38 345 743	68 931 155

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de taux d'intérêt. La Ville n'est pas exposée à ce risque.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la Ville est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme la Ville a l'intention de conserver ses prêts et ses placements jusqu'à échéance et prévoit rembourser ses dettes selon l'échéance prévue, la Ville est peu exposé à ce risque.

La Ville est exposée au risque associé aux variations des taux d'intérêt variables de sa trésorerie et équivalents de trésorerie.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

			2024
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	38 566 712	38 566 712
Prêts	10 000	-	10 000
Placements de portefeuille	67 032	-	67 032
Passifs financiers			
Dettes	58 232 000	-	58 232 000

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

			2023
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	34 382 408	34 382 408
Prêts	12 500	-	12 500
Placements de portefeuille	73 249	-	73 249
Passifs financiers			
Dettes	51 144 000	-	51 144 000

L'effet net, tant sur les actifs financiers que sur les passifs financiers, d'une augmentation (diminution) de taux d'intérêt égale à 1% au cours de l'exercice aurait réduit (augmenté) de 195 883 de dollars l'excédent annuel lié aux activités de 2024 (166 758 de dollars en 2023).

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget 2024		Réalizations 2024		Total	Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	106 181 590	106 857 799			106 857 799	99 440 834
Compensations tenant lieu de taxes	2	742 210	682 149			682 149	669 998
Quotes-parts	3						
Transferts	4	1 837 200	2 175 555			2 175 555	987 973
Services rendus	5	3 179 400	2 868 033			2 868 033	3 227 742
Imposition de droits	6	9 753 600	12 129 836			12 129 836	14 092 846
Amendes et pénalités	7	520 000	711 018			711 018	556 545
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	2 226 000	3 419 334			3 419 334	2 989 231
Autres revenus	10	13 800	11 818			11 818	(729 558)
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	124 453 800	128 855 542			128 855 542	121 235 611
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15		812 174			812 174	3 133 585
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18						848 855
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21		812 174			812 174	3 982 440
	22	124 453 800	129 667 716			129 667 716	125 218 051
Charges							
Administration générale	23	24 428 300	25 366 195	723 286		26 089 481	23 610 925
Sécurité publique	24	30 550 600	30 234 868	111 346		30 346 214	30 377 324
Transport	25	27 425 660	25 733 106	4 201 471		29 934 577	29 376 336
Hygiène du milieu	26	14 492 665	13 582 768	757 669		14 340 437	13 383 090
Santé et bien-être	27	1 774 900	1 687 745			1 687 745	1 500 333
Aménagement, urbanisme et développement	28	3 100 400	2 723 812	61 600		2 785 412	2 829 800
Loisirs et culture	29	22 200 975	20 032 494	1 915 232		21 947 726	21 155 174
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	2 067 500	1 934 035			1 934 035	1 679 580
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33		7 770 604	(7 770 604)			
	34	126 041 000	129 065 627			129 065 627	123 912 562
Excédent (déficit) lié aux activités	35	(1 587 200)	602 089			602 089	1 305 489

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) lié aux activités	1	(1 587 200)	602 089	1 305 489
Moins : revenus d'investissement	2	()	812 174	3 982 440
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(1 587 200)	(210 085)	(2 676 951)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4		7 770 604	7 569 920
Produit de cession	5			242 500
(Gain) perte sur cession	6			995 682
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		7 770 604	8 808 102
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12		8 717	(14 937)
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15		8 717	(14 937)
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17	(4 108 000)	5 396 192	2 712 610
	18	(4 108 000)	(5 396 192)	(2 712 610)
Affectations				
Activités d'investissement	19	()	()	2 310 981
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		451 210	580 734
Excédent de fonctionnement affecté	21	4 373 000	4 320 000	5 950 000
Réserves financières et fonds réservés	22	1 322 200	2 533 957	1 733 598
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		(124 490)	2 297 336
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	5 695 200	7 180 677	8 250 687
	26	1 587 200	9 563 806	14 331 242
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		9 353 721	11 654 291

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	812 174	3 982 440
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2	(236 301)	(1 088 336)
Sécurité publique	3	(1 000 093)	(574 127)
Transport	4	(8 478 846)	(7 064 887)
Hygiène du milieu	5	(499 411)	(3 796 379)
Santé et bien-être	6	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()
Loisirs et culture	8	(3 075 353)	(2 351 195)
Réseau d'électricité	9	()	()
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10	()	()
	11	(13 290 004)	(14 874 924)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13	()	()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	12 319 800	7 863 000
Affectations			
Activités de fonctionnement	15		2 310 981
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16		
Excédent de fonctionnement affecté	17	603 207	251 773
Réserves financières et fonds réservés	18	371 105	809 847
	19	974 312	3 372 601
	20	4 108	(3 639 323)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	816 282	343 117

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	24 634 800	22 495 092	21 224 788
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	6 901 500	5 909 369	5 279 142
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	20 989 200	18 230 671	17 187 854
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	1 840 400	1 786 819	1 490 799
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11			
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	227 100	147 216	188 781
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	71 301 500	71 154 827	69 515 470
Transferts	15			
Autres	16			
Autres				
Transferts	17			
Autres	18	50 000	42 018	20 000
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19		7 770 604	7 569 920
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
Créances douteuses (recouvrées)	21.1	11 000	93 234	(5 013)
Réclamation de dommages	21.2	75 000	29 303	24 258
Éventualités	21.3		1 405 665	1 336 156
Ajustement d'inventaire	21.4	10 500	809	
Charge de désactualisation - OMHS	21.5			80 407
	22	126 041 000	129 065 627	123 912 562

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	9 622 651	11 965 207
Excédent de fonctionnement affecté	2	27 790 656	22 871 855
Réserves financières et fonds réservés	3	4 311 456	5 710 855
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(2 172 846)(	2 297 336)
Financement des investissements en cours	5	(5 625 814)	(8 187 701)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	88 097 664	91 358 798
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	122 023 767	121 421 678
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	9 622 651	11 965 207
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	9 622 651	11 965 207
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Enlèvement de la neige	12.1	700 000	450 000
▪ Centre sportif et culturel	12.2	22 446 051	18 011 599
▪ Activités d'investissement	12.3	537	36 188
▪ Budget fonc. années futures	12.4	3 590 000	4 320 000
▪ Sécurisation du pont Laird pour le passage du REM	12.5	1 000 000	
▪ Oeuvre d'art public	12.6	54 068	54 068
	13	27 790 656	22 871 855
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	27 790 656	22 871 855

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Élection	17.1 220 000	220 000
▪ Auto-assurance	17.2 225 020	275 020
▪ Remboursement de la dette	17.3 1 611 284	3 030 215
▪ Fonds de prévoyance - Passerelle Royalmount	17.4 98 315	
	18 2 154 619	3 525 235
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21 2 047 771	2 179 158
Organismes contrôlés et partenariats	22	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23 109 066	6 462
Organismes contrôlés et partenariats	24	
Montant non réservé		
Administration municipale	25	
Organismes contrôlés et partenariats	26	
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	
Autres		
▪	30.1	
	31 2 156 837	2 185 620
	32 4 311 456	5 710 855

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 (	)(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 (	)(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 (	)(
Autres	37 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 (	)(
	39 (	)(
Assainissement des sites contaminés	40 (	)(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 (	2 172 846)(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 (	)(
Autres		
▪	43.1 (	)(
	44 (	2 172 846)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	46 (	)(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	48 (	)(
Autres		
▪	49.1 (	)(
	50 (	)(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 (	)(
Mesure relative à la COVID-19	52 (	)(
Frais d'émission de la dette à long terme	53 (	)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 (	)(
Autres		
▪	55.1 (	)(
	56 (	)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	
Autres		
▪	61.1	
	62	
	63 (	2 172 846)(
		2 297 336)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	64 1 096 427	618 240
Investissements à financer	65 (6 722 241)(	8 805 941)
	66 (5 625 814)	(8 187 701)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67 143 915 670	138 396 270
Propriétés destinées à la revente	68	
Prêts	69 10 000	12 500
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70 67 032	73 249
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71	
	72 143 992 702	138 482 019
Ajustements aux éléments d'actif	73	
	74 143 992 702	138 482 019
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	75 (57 786 201)(	51 143 045)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (445 799)(	300 955)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77 4 087 672	3 057 280
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79 (1 750 710)	1 263 499
	80 (55 895 038)(	47 123 221)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 ()	()
	82 (55 895 038)(	47 123 221)
	83 88 097 664	91 358 798

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	_____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Mont-Royal parraine un régime de retraite à prestations déterminées. Le régime de retraite à prestations déterminées offert à l'ensemble des salariés est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur les salaires de carrière indexés jusqu'à la cessation de participation pour les cols bleus syndiqués et les cols blancs syndiqués et sur les salaires de fin de carrière pour les cadres et les professionnels.

Les rentes étaient indexées partiellement après la retraite mais, tel que prescrit par la Loi RRSM, cette indexation automatique a été abolie pour les participants actifs.

Selon la dernière évaluation actuarielle du Régime déposée auprès de Retraite Québec au 31 décembre 2022, la situation financière du Régime au 31 décembre 2022 était la suivante :

Volet antérieur (antérieur au 1er janvier 2014)

Le volet antérieur du Régime était capitalisé à 96,2 % et le degré de solvabilité était de 99,3%. Le déficit actuariel du volet antérieur du Régime sur base de capitalisation s'élevait à 2 115 000 \$ et le manque d'actif sur base de solvabilité s'élevait à 421 400 \$. Des cotisations additionnelles de 199 500 \$ sont requises afin d'éliminer le déficit sur base de capitalisation au cours des années suivant la date de l'évaluation actuarielle.

Nouveau volet (postérieur au 31 décembre 2013)

Le nouveau volet du Régime était capitalisé à 98,3 % et le degré de solvabilité était de 106 %. Le déficit actuariel du nouveau volet du Régime sur base de capitalisation s'élevait à 299 700 \$ et le surplus actuariel sur base de solvabilité s'élevait à 1 120 500 \$.

Les cotisations requises au Régime en 2023 pour les participants actifs sont de 9,55 % du salaire pour les cols bleus syndiqués et les cols blancs syndiqués et de 10,00 % pour les cadres et les professionnels. Le coût du service courant de l'employeur correspond à 9,55 % de la masse salariale cotisable des cols bleus syndiqués et des cols blancs syndiqués actifs et de 10,00 % de la masse salariale cotisable des cadres et des professionnels actifs.

Les cotisations requises au Régime en 2024 et 2025 pour les participants actifs sont de 9,59 % du salaire pour les cols bleus syndiqués et les cols blancs syndiqués et de 9,66 % pour les cadres et les professionnels. Le coût du service courant de l'employeur correspond à 9,59 % de la masse salariale cotisable des cols bleus syndiqués et des cols blancs syndiqués actifs et de 9,66 % de la masse salariale cotisable des cadres et des professionnels actifs.

Réserves et fonds de stabilisation au 31 décembre 2022

La valeur des réserves et du Fonds de stabilisation sont de :

- Réserve pour écarts défavorables : 1 494 600 \$
- Réserve de restructuration : 2 793 100 \$
- Fonds de stabilisation : 2 277 700 \$

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

En 2022, la table de mortalité utilisée est la table CPM-2014 avec projection générationnelle des améliorations futures de la longévité selon l'échelle d'amélioration CPM-B. La table de mortalité n'a pas été modifiée depuis la dernière évaluation actuarielle. Selon cette table, l'espérance de vie à 65 ans au 31 décembre 2022 est 22,7 années pour un homme et 24,9 années pour une femme.

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 1 239 000	967 000
Charge de l'exercice	4 (1 936 000)(	1 342 000)
Cotisations versées par l'employeur	5 1 832 000	1 614 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 1 135 000	1 239 000
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 85 859 000	84 782 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (85 859 000)(	84 782 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 1 135 000	1 239 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 1 135 000	1 239 000
Provision pour moins-value	12 ()	)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 1 135 000	1 239 000
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 85 859 000	84 782 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (85 859 000)(	84 782 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 2 499 000	2 142 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20 2 499 000	2 142 000
Cotisations salariales des employés	21 (1 628 000)(	1 411 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	)
	23 871 000	731 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 296 000	175 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres		
▪ Cotisation au fonds de stabilisation	29.1 773 000	448 000
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30 1 940 000	1 354 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31 4 527 000	4 663 000
Rendement espéré des actifs	32 (4 531 000)(	4 675 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33 (4 000)	(12 000)
Charge de l'exercice	34 1 936 000	1 342 000

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35 1 768 000	1 227 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 (4 531 000)	(4 675 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37 (2 763 000)	(3 448 000)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38 2 571 000	3 001 000
Prestations versées au cours de l'exercice	39 (4 151 000)	(4 175 000)
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40 87 923 000	81 380 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	2 896 000
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44 3 721 000	3 106 000
DMERCA du nouveau volet	45 16	16
DMERCA de l'ancien volet	46 9	9
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48 5,38 %	5,36 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49 5,36 %	5,55 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50 4,50 %	5,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	1
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

La Ville parraine un régime d'assurance collective à la retraite, offrant des protections d'assurance vie et de soins de santé à la retraite.

Assurance vie

Les groupes d'employés suivants ont droit à une protection de 10 000 \$ auto-assurée et entièrement payée par la Ville de Mont-Royal:

- Cadres retraités avant le 1er décembre 1995 à l'exception d'un cas spécial pour un cadre qui a pris sa retraite en février 1996.
- Cols bleus et cols blancs retraités avant le 1er janvier 2004.

Soins de santé

Les groupes d'employés suivants ont droit à une protection pour les soins de santé au moment de la retraite payée à 50 % par la Ville de Mont-Royal:

- Les membres de l'état-major des pompiers retraités avant le 31 décembre 2005.
- Cadres futurs retraités et retraités.

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (1 550 000)	(1 614 000)
Charge de l'exercice	56 (29 000)	(32 000)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 73 000	96 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 (1 506 000)	(1 550 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (1 032 000)	(974 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (1 032 000)	(974 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (474 000)	(576 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (1 506 000)	(1 550 000)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (1 506 000)	(1 550 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70 43 000	38 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72 43 000	38 000
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75 43 000	38 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76 (55 000)	(48 000)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82 (12 000)	(10 000)
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83 41 000	42 000
Rendement espéré des actifs	84 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85 41 000	42 000
Charge de l'exercice	86 29 000	32 000
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 ()	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90 (47 000)	(40 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95 13	13
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96 4,40 %	4,30 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97 %	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98 %	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99 %	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100 5,10 %	5,05 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 4,05 %	3,95 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102 2040	2037
Autres hypothèses économiques	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
Description des régimes et autres renseignements			
		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111		
Description des régimes et autres renseignements			
		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114		
Autres régimes	115		
	116		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117		9

Description du régime**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118	8 937	9 223
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	30 118	31 082
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	14 250	14 740
	121	44 368	45 822

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TAXES		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	103 098 790	103 786 200	96 646 151
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	103 098 790	103 786 200	96 646 151
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	2 939 800	2 835 510	2 656 283
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15			
Autres				
▪ Compensation piscine	16.1	143 000	138 400	138 400
▪ Tarification - Fonds de prévoyance	16.2		97 689	
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18			
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	3 082 800	3 071 599	2 794 683
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	3 082 800	3 071 599	2 794 683
	27	106 181 590	106 857 799	99 440 834

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31			
Cégeps et universités	32	48 959	44 905	47 774
Écoles primaires et secondaires	33	676 334	620 327	606 257
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	725 293	665 232	654 031
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	16 917	16 917	15 967
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39	16 917	16 917	15 967
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	742 210	682 149	669 998

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	47		
Sécurité publique			
Police	48		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	49		
Autres	50		
Sécurité civile	51		
Autres	52		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	53		
Enlèvement de la neige	54		
Autres	55		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	56		
Transport adapté	57		
Transport scolaire	58		
Autres	59		
Transport aérien	60		
Transport par eau	61		
Autres	62		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63		
Réseau de distribution de l'eau potable	64		
Traitement des eaux usées	65		
Réseaux d'égout	66		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	67	183 500	299 765
Matières recyclables			143 694
Collecte sélective			
Collecte et transport	68		
Tri et conditionnement	69		
Autres	70		
Autres	71		
Cours d'eau	72		
Protection de l'environnement	73	23 387	
Autres	74		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	75			
Autres	76			
Sécurité du revenu				
Autres	78			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage				
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique				
Autres	82			
Loisirs et culture				
Activités récréatives				
Bibliothèques	84	77 000	33 775	55 622
Autres	85			
Réseau d'électricité				
	86			
	87	445 500	541 927	381 216

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	88		
Sécurité publique			
Police	89		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	90		
Autres	91		
Sécurité civile	92		
Autres	93		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	94		
Enlèvement de la neige	95		
Autres	96		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	97		
Transport adapté	98		
Transport scolaire	99		
Autres	100		
Transport aérien	101		
Transport par eau	102		
Autres	103		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104		
Réseau de distribution de l'eau potable	105	811 985	2 473 749
Traitement des eaux usées	106		
Réseaux d'égout	107	189	659 836
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	108		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	109		
Tri et conditionnement	110		
Autres	111		
Autres	112		
Cours d'eau	113		
Protection de l'environnement	114		
Autres	115		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	116			
Autres	117			
Sécurité du revenu				
Autres	119			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage				
Rénovation urbaine	121			
Promotion et développement économique				
Autres	123			
Loisirs et culture				
Activités récréatives				
Bibliothèques	125			
Autres	126			
Réseau d'électricité				
	127			
	128		812 174	3 133 585

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130			
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133	296 000	537 944	265 238
Fonds de développement des territoires	134			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	1 095 700	1 095 684	341 519
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137			
Autres	138			
	139	1 391 700	1 633 628	606 757
TOTAL DES TRANSFERTS	140	1 837 200	2 987 729	4 121 558

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147			
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157	38 500	32 338	28 610
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169	38 500	32 338	28 610

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	170		
Autres	171		
Autres	172		
	173		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	174		
Rénovation urbaine	175		
Promotion et développement économique	176		
Autres	177		
	178		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	179		
Activités culturelles			
Bibliothèques	180		
Autres	181		
	182		
Réseau d'électricité	183		
	184	38 500	28 610

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	406 300	538 108	1 016 011
	188	406 300	538 108	1 016 011
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191			
Sécurité civile				
Autres	193	180 900	215 918	167 624
	194	180 900	215 918	167 624
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195			
Enlèvement de la neige	196			
Autres	197	52 000	115 512	58 629
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198			
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202	95 600	49 882	51 597
	203	147 600	165 394	110 226
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	204			
Traitement des eaux usées	206			
Réseaux d'égout	207			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208			
Matières recyclables	209			
Autres	210	6 800		16 564
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212			
Autres	213			
	214	6 800		16 564

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218			
	219			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220			
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222			
Autres	223	115 200	62 333	92 992
	224	115 200	62 333	92 992
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225	1 591 400	1 268 874	1 256 927
Activités culturelles				
Bibliothèques	226	16 600	23 934	20 467
Autres	227	676 100	561 134	518 321
	228	2 284 100	1 853 942	1 795 715
Réseau d'électricité				
	229			
	230	3 140 900	2 835 695	3 199 132
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	3 179 400	2 868 033	3 227 742

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	232	3 153 600	2 712 520	3 690 690
Droits de mutation immobilière	233	6 600 000	9 417 316	10 402 156
Droits sur les carrières et sablières	234			
Autres	235			
	236	9 753 600	12 129 836	14 092 846
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	237	520 000	711 018	556 545
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	238			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	239	2 226 000	3 419 334	2 989 231
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240			(995 682)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			
Contributions des promoteurs	244			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			
Contributions des organismes municipaux	246			
Autres contributions	247			848 855
Redevances réglementaires	248			
Autres	249	13 800	11 818	266 124
	250	13 800	11 818	119 297
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	251			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Budget 2024		Réalizations 2024		Réalizations 2023	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	864 800	750 425		750 425	687 167
Greffe et application de la loi	2	2 558 400	2 517 533		2 517 533	2 188 360
Gestion financière et administrative	3	5 289 000	4 870 351		4 870 351	4 695 128
Évaluation	4					
Gestion du personnel	5	1 506 600	1 381 283		1 381 283	1 077 091
Autres						
▪ Bâtiments et autres	6.1	6 207 000	7 844 124	723 286	8 567 410	6 097 876
▪ Quote-part Agglomération Montréal	6.2	8 002 500	8 002 479		8 002 479	8 865 303
	7	24 428 300	25 366 195	723 286	26 089 481	23 610 925
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	8	16 698 100	16 698 088	29 745	16 727 833	16 652 189
Sécurité incendie						
Premiers répondants	9					
Autres	10	9 371 700	9 371 670	11 740	9 383 410	9 651 040
Sécurité civile	11	441 100	441 082		441 082	307 823
Autres	12	4 039 700	3 724 028	69 861	3 793 889	3 766 272
	13	30 550 600	30 234 868	111 346	30 346 214	30 377 324
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	4 147 465	3 716 087	3 470 989	7 187 076	7 200 168
Enlèvement de la neige	15	5 113 085	4 146 753	338 950	4 485 703	4 950 646
Éclairage des rues	16	711 455	539 260	96 336	635 596	628 572
Circulation et stationnement	17	893 555	808 718		808 718	755 357
Transport collectif						
Transport en commun	18	16 260 100	16 259 959		16 259 959	15 336 534
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	300 000	262 329	295 196	557 525	505 059
	22	27 425 660	25 733 106	4 201 471	29 934 577	29 376 336

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Budget 2024		Réalizations 2024		Total	Réalizations 2023
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	7 006 000	6 891 490		6 891 490	6 718 017
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 887 910	1 647 940	531 680	2 179 620	1 850 145
Traitement des eaux usées	25					
Réseaux d'égout	26	1 431 255	1 111 726	225 989	1 337 715	1 187 818
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	971 700	1 032 520		1 032 520	839 326
Élimination	28	1 764 400	1 764 326		1 764 326	1 846 938
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	504 000	466 513		466 513	454 424
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31	278 000	335 775		335 775	235 073
Traitement	32					
Matériaux secs	33	575 400	259 085		259 085	117 457
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau						
Protection de l'environnement	38	74 000	73 393		73 393	133 892
Autres	39					
	40	14 492 665	13 582 768	757 669	14 340 437	13 383 090
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Habitation						
Logement social	41	1 217 300	1 186 260		1 186 260	1 035 794
Autres	42					
Sécurité du revenu						
Autres	44	557 600	501 485		501 485	464 539
	45	1 774 900	1 687 745		1 687 745	1 500 333

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Budget 2024		Réalizations 2024		Total	Réalizations 2023
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	46	1 696 000	1 388 071	58 912	1 446 983	1 295 930
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	47					
Autres biens	48	252 100	252 047		252 047	246 258
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	49	191 400	129 587		129 587	133 466
Tourisme	50					
Autres	51	960 900	954 107	2 688	956 795	1 154 146
Autres	52					
	53	3 100 400	2 723 812	61 600	2 785 412	2 829 800
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	54	948 800	856 643	129 982	986 625	928 291
Patinoires intérieures et extérieures	55	1 827 375	1 650 480	166 940	1 817 420	1 786 743
Piscines, plages et ports de plaisance	56	1 359 050	918 802	97 673	1 016 475	1 157 934
Parcs et terrains de jeux	57	9 136 050	7 999 799	546 502	8 546 301	8 044 344
Parcs régionaux	58					
Expositions et foires	59					
Autres	60	957 200	956 603	568 699	1 525 302	1 501 316
	61	14 228 475	12 382 327	1 509 796	13 892 123	13 418 628
Activités culturelles						
Centres communautaires	62	1 424 000	1 383 545	11 214	1 394 759	1 308 760
Bibliothèques	63	4 227 000	3 993 202	394 222	4 387 424	4 084 000
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	64					
Autres ressources du patrimoine	65	53 000	5 001		5 001	65 896
Autres	66	2 268 500	2 268 419		2 268 419	2 277 890
	67	7 972 500	7 650 167	405 436	8 055 603	7 736 546
	68	22 200 975	20 032 494	1 915 232	21 947 726	21 155 174

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024		Réalizations 2024		Total	Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	70	1 685 000	1 640 154		1 640 154	1 359 065	
Autres frais	71	155 400	146 665		146 665	131 734	
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72	78 000	37 000		37 000	30 000	
Autres	73	149 100	110 216		110 216	158 781	
	74	2 067 500	1 934 035		1 934 035	1 679 580	
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76		7 770 604 (	7 770 604)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	9
Frais de financement par activités	10
Rémunération des élus	11

Autres renseignements

Questionnaire	12
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalizations 2024	Réalizations 2023
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	367 004	2 759 504
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	132 407	1 036 875
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	4 625 210	3 478 842
Ponts, tunnels et viaducs	7	3 720 828	766 764
Systèmes d'éclairage des rues	8	73 460	77 418
Aires de stationnement	9		13 645
Parcs et terrains de jeux	10	1 633 867	1 089 919
Autres infrastructures	11		55 773
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	949 531	1 632 641
Édifices communautaires et récréatifs	14	687 312	1 219 194
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	164 818	858 555
Ameublement et équipement de bureau	18	194 507	894 528
Machinerie, outillage et équipement divers	19	572 440	924 510
Terrains	20		
Autres	21	168 620	66 756
	22	13 290 004	14 874 924

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité

		Réalizations 2024	Réalizations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1	367 004	2 759 504
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	132 407	1 036 875
Autres infrastructures	5	10 053 365	5 482 361
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6		
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		
Autres infrastructures	10		
Autres immobilisations corporelles	11	2 737 228	5 596 184
	12	13 290 004	14 874 924

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :				
Par l'organisme municipal				
Emprunts refinancés par anticipation	1			
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme				
Excédent de fonctionnement affecté	2			
Réserves financières et fonds réservés	3	3 043 826	1 469 048	2 574 778
Fonds d'amortissement	4			
Montant à la charge				
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5			
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	45 342 894	9 650 752	35 692 142
De la municipalité (Société de transport en commun)	7			
	8	48 386 720	11 119 800	37 266 920
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)				
Débiteurs				
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	2 802 380	1 200 000	1 602 380
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10			
Organismes municipaux	11			
Autres tiers	12			
	13	2 802 380	1 200 000	1 602 380
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14	254 900		254 900
	15	3 057 280	1 200 000	1 857 280
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16			
Autres	17			
	18	3 057 280	1 200 000	1 857 280
	19	51 444 000	12 319 800	39 124 200
Dettes en cours de refinancement	20	()	()	()
Reclassement / Redressement	21			
Dettes à long terme	22	51 444 000	12 319 800	39 124 200

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	58 232 000
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	6 722 241
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	1 575 464
Débiteurs	8	3 866 772
Autres montants	9	220 900
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪ Solde disponible des règlements d'emprunt fermés	11.1	109 066
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	59 182 039
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	13	
Endettement net à long terme	14	59 182 039
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	
Communauté métropolitaine	16	1 021 902
Autres organismes	17	8 842 000
Endettement total net à long terme	18	69 045 941
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	112 808 000
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	112 808 000
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	181 853 941
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	13 500 300	13 493 520	12 668 173
Sécurité publique				
Police	4	16 698 100	16 698 088	16 622 444
Sécurité incendie	5	9 371 700	9 371 670	9 638 423
Sécurité civile	6	441 100	441 082	307 823
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8	444 100	444 082	498 692
Transport collectif	9	16 260 100	16 259 958	15 336 534
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	6 965 600	6 865 248	6 691 344
Matières résiduelles	12	1 764 400	1 764 326	1 846 938
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	74 000	73 393	133 892
Autres	15			
Santé et bien-être				
Habitation	16	1 217 300	1 186 260	1 035 794
Autres	17	126 100	126 023	123 129
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19	252 100	252 047	246 258
Promotion et développement économique	20	960 900	954 107	1 151 458
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	957 200	956 604	936 677
Activités culturelles	23	2 268 500	2 268 419	2 277 891
Réseau d'électricité				
	24			
	25	71 301 500	71 154 827	69 515 470

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024*Non audité*

		2024	2023
Rémunération	1	145 885	
Charges sociales	2	25 204	
Biens et services	3	13 118 915	14 874 924
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	13 290 004	14 874 924

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	37,48	35,00	74 889,70	5 659 291	1 233 892	6 893 183
Professionnels	2	10,65	35,00	20 249,21	1 031 700	294 538	1 326 238
Cols blancs	3	141,40	35,00	277 096,70	10 158 664	3 089 024	13 247 688
Cols bleus	4	62,40	38,00	134 824,92	5 364 133	1 182 701	6 546 834
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	251,93		507 060,53	22 213 788	5 800 155	28 013 943
Élus	9	9,00			427 189	134 418	561 607
	10	260,93			22 640 977	5 934 573	28 575 550

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3		811 985			811 985
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5		189			189
Autres	6	2 175 555				2 175 555
	7	2 175 555	812 174			2 987 729

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	217 555	229 896
	4	217 555	229 896
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7		
Sécurité civile	8		
Autres	9	55 832	10 012
	10	55 832	10 012
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	1 201 588	1 006 037
Enlèvement de la neige	12	12 191	13 091
Autres	13	115 475	119 094
Transport collectif	14	5 672	8 353
Autres	15		
	16	1 334 926	1 146 575
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	996	1 040
Réseau de distribution de l'eau potable	18	83 082	78 436
Traitement des eaux usées	19		
Réseaux d'égout	20	26 459	25 390
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	110 537	104 866
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33	14 670	15 579
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36	29 239	30 752
	37	43 909	46 331
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	160 561	127 470
Activités culturelles			
Bibliothèques	39	10 715	14 430
Autres	40		
	41	171 276	141 900
Réseau d'électricité			
	42		
	43	1 934 035	1 679 580

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
M. Peter J. Malouf	1.1 Maire	77 499	19 422		
Mme Maya Chammas	1.2 Conseiller	25 450	12 725		
Mme Maryam Kamali Nezhad	1.3 Conseiller	25 450	12 725		
M. Sébastien Dreyfuss	1.4 Conseiller	25 450	12 725		
Mme Sophie Séguin	1.5 Conseiller	26 450	12 725		
M. Antoine Tayar	1.6 Conseiller	25 950	12 725		
Mme Julie Halde	1.7 Conseiller	25 850	12 725		
M. Daniel Pilon	1.8 Conseiller	30 450	12 725		
Mme Caroline Decaluwe	1.9 Conseiller	31 200	12 725		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	3 300 000 \$
Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement		
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2	☐ ☒
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024	3	_____ \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4	☐ ☒
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5	_____ \$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6	_____ \$
Ligne 3 : Autres revenus	7	_____ \$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8	_____ \$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9	_____ \$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10	_____ \$
Ligne 9 : Autres charges	11	_____ \$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	_____ \$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13	_____ \$
Ligne 14 : Débiteurs	14	_____ \$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	_____ \$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16	_____ \$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	17	_____ \$
Ligne 20 : Revenus reportés	18	_____ \$
Ligne 21 : Dette à long terme	19	_____ \$
Ligne 24 : Libres	20	_____ \$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21	_____ \$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22	_____ \$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	23	_____ \$
Constatés au cours de l'exercice	24	_____ \$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25	_____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40		\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

44

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

45 304 678 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

46

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024

47 3 906 749 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

48

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

49 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

50

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

51 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM). 52
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 53 _____ \$
- Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :
7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 54
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 55
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 56
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 57 _____ 97 689 \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 58
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 59 _____ \$
- Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :
9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 60
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 61 _____ \$
- b) autres formes d'aide 62 _____ \$
10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM? 63
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 64 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 65
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 66
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 68 _____ \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 69 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 70 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 71 \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 72 \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 73 \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 74 \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 75 \$
 - Systèmes de drainage 76 \$
 - Abords de routes 77 \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 78 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 79 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 80 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 81 _____ \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
 - Relatives à l'entretien d'été :
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- a) Numéro de la résolution 82 _____
- b) Date d'adoption de la résolution 83 _____

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*? 84

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

- a) Numéro de la résolution 85 _____
- b) Date d'adoption de la résolution 86 _____

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 87 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 88 _____ 1

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) 89 _____ 3
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) 90 _____ 2
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) 91 _____ 2
- f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) 92 _____ 1
- g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) 93 _____ 1

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

- h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16) 94 _____ 633
- i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 95 _____ 273
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 96 _____ 5

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-06-17

Nom du signataire : Nathalie Rhéaume

Fonction du signataire : Trésorière et directrice des ress. maté.

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2025-06-11 15:59

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	124 453 800	128 855 542	121 235 611
Investissement	2		812 174	3 982 440
	3	124 453 800	129 667 716	125 218 051
Charges				
	4	126 041 000	129 065 627	123 912 562
Excédent (déficit) lié aux activités	5	(1 587 200)	602 089	1 305 489
Moins : revenus d'investissement	6 (	)	(812 174)	(3 982 440)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(1 587 200)	(210 085)	(2 676 951)
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8		7 770 604	7 569 920
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	4 108 000)	(5 396 192)	(2 712 610)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	)	)	(2 310 981)
Excédent (déficit) accumulé	12	5 695 200	7 180 677	10 561 668
Autres éléments de conciliation	13		8 717	1 223 245
	14	1 587 200	9 563 806	14 331 242
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		9 353 721	11 654 291

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	38 566 747	34 382 408
Débiteurs	2	18 882 087	17 390 360
Prêts	3	10 000	12 500
Placements de portefeuille	4	67 032	73 249
Autres	5		
	6	57 525 866	51 858 517
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7		
Emprunts temporaires	8		
Créditeurs et charges à payer	9	19 016 468	15 410 367
Revenus reportés	10	693 410	417 674
Dettes à long terme	11	57 786 201	51 143 045
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12	371 000	311 000
Autres	13	2 460 964	2 377 743
	14	80 328 043	69 659 829
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(22 802 177)	(17 801 312)
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	16	143 915 670	138 396 270
Autres	17	910 274	826 720
	18	144 825 944	139 222 990
Excédent (déficit) accumulé	19	122 023 767	121 421 678

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	9 622 651	11 965 207
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Enlèvement de la neige	2.1	700 000	450 000
▪ Centre sportif et culturel	2.2	22 446 051	18 011 599
▪ Activités d'investissement	2.3	537	36 188
▪ Budget fonc. années futures	2.4	3 590 000	4 320 000
▪ Sécurisation du pont Laird pour le passage du REM	2.5	1 000 000	
▪ Oeuvre d'art public	2.6	54 068	54 068
	3	27 790 656	22 871 855
Réserves financières			
▪ Élection	4.1	220 000	220 000
▪ Auto-assurance	4.2	225 020	275 020
▪ Remboursement de la dette	4.3	1 611 284	3 030 215
▪ Fonds de prévoyance - Passerelle Royalmount	4.4	98 315	
Fonds réservés			
Fonds de roulement	5	2 047 771	2 179 158
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	6	109 066	6 462
Fonds local d'investissement	7		
Fonds local de solidarité	8		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	9		
Autres			
▪	10.1		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	11	(2 172 846)	(2 297 336)
Financement des investissements en cours	12	(5 625 814)	(8 187 701)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	13	88 097 664	91 358 798
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	14		
	15	122 023 767	121 421 678

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	59 182 039
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	181 853 941

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	1 575 464	3 043 826
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	52 568 864	45 342 894
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6		
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	3 866 772	2 802 380
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	220 900	254 900
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	58 232 000	51 444 000

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	12	106 181 590	106 857 799	99 440 834
Compensations tenant lieu de taxes	13	742 210	682 149	669 998
Quotes-parts	14			
Transferts	15	1 837 200	2 175 555	987 973
Services rendus	16	3 179 400	2 868 033	3 227 742
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	10 273 600	12 840 854	14 649 391
Autres	18	2 239 800	3 431 152	2 259 673
	19	124 453 800	128 855 542	121 235 611
Investissement				
Taxes	20			
Quotes-parts	21			
Transferts	22		812 174	3 133 585
Autres	23			848 855
	24		812 174	3 982 440
	25	124 453 800	129 667 716	125 218 051

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget 2024		Réalizations 2024		Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale	1	24 428 300	25 366 195	723 286	26 089 481	23 610 925
Sécurité publique						
Police	2	16 698 100	16 698 088	29 745	16 727 833	16 652 189
Sécurité incendie	3	9 371 700	9 371 670	11 740	9 383 410	9 651 040
Autres	4	4 480 800	4 165 110	69 861	4 234 971	4 074 095
Transport						
Réseau routier	5	10 865 560	9 210 818	3 906 275	13 117 093	13 534 743
Transport collectif	6	16 260 100	16 259 959		16 259 959	15 336 534
Autres	7	300 000	262 329	295 196	557 525	505 059
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	10 325 165	9 651 156	757 669	10 408 825	9 755 980
Matières résiduelles	9	4 093 500	3 858 219		3 858 219	3 493 218
Autres	10	74 000	73 393		73 393	133 892
Santé et bien-être	11	1 774 900	1 687 745		1 687 745	1 500 333
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	1 696 000	1 388 071	58 912	1 446 983	1 295 930
Promotion et développement économique	13	1 152 300	1 083 694	2 688	1 086 382	1 287 612
Autres	14	252 100	252 047		252 047	246 258
Loisirs et culture	15	22 200 975	20 032 494	1 915 232	21 947 726	21 155 174
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	2 067 500	1 934 035		1 934 035	1 679 580
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	126 041 000	121 295 023	7 770 604	129 065 627	123 912 562
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20		7 770 604 (	7 770 604)		
	21	126 041 000	129 065 627		129 065 627	123 912 562

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	812 174	3 982 440
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	13 290 004)(	14 874 924)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	)	)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	12 319 800	7 863 000
Affectations			
Activités de fonctionnement	5		2 310 981
Excédent accumulé	6	974 312	1 061 620
	7	4 108	(3 639 323)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	816 282	343 117

Extrait du rapport financier, page S14